

bien peu de reconnaissance devant le Djebel Druze, devant Beyrouth, devant Palmyre. Nous avons eu en revanche mainte occasion de constater que le Reich ne nous fait de concessions que lorsqu'il s'agit, en défendant nos intérêts, de servir également les siens, de l'appuyer dans sa lutte contre la Grande-Bretagne ou d'assurer la défense de positions stratégiques impériales dont lui-même ne peut assumer directement la garde. Si les autorités allemandes nous ont accordé de réarmer des torpilleurs et des croiseurs, de renforcer notre armée d'Afrique, de recréer des escadrilles pour les envoyer en Syrie, toutes les autres requêtes présentées par cette délégation, qu'elles fussent politiques ou économiques, ont été uniformément repoussées.

Les difficultés d'une tâche, dont la charge s'accroît avec l'étendue, incite le Reich à se montrer toujours plus impérieux dans ses exigences en face des nécessités de la guerre. Il n'est à ses yeux aucune promesse, aucun accord qui tienne. Déjà, au cours de l'hiver, il avait déclaré forfait pour les livraisons de sucre et de pommes de terre attendues par nos autorités de la zone occupée en échange de produits déjà fournis par nous. Il nous fait savoir aujourd'hui qu'il est incapable de nous procurer le minimum de pétrole dont notre économie ne saurait se passer et dont il nous avait garanti la fourniture. Après nous avoir demandé nos camions de la zone libre, puis ceux de nos réserves de Tunisie et d'Algérie, il en arrive maintenant à nous réclamer la cession des véhicules